



www.tresor.cgt.fr/23/
novembre 09

L'ORE (outil de réduction des emplois) continue ses frappes. 2569 emplois supprimés dont **8 emplois en Creuse - 3 au Trésor et 5 aux Impôts.**

Malgré la création de la DGFIP, la tradition ne change pas. Comme chaque année, fin novembre il y a le Beaujolais nouveau et l'annonce des suppressions d'emplois au ministère. Cette tendance, qui dure maintenant depuis neuf années consécutives, met les services en grande difficulté et les agents dans des conditions de travail de plus en plus difficiles.

Le stress au travail n'existe pas qu'ailleurs. La DGFIP peut être rassurée, à force de compresser les services, d'imposer des réformes n'ayant pour seul but que les suppressions d'emplois, d'insister sur l'efficacité ou sur les indices PVFI, les agents travaillent dans des conditions difficiles et jamais vues depuis des décennies. La centralisation des services, la laborieuse mise en œuvre de l'accueil commun leurs rappellent sans cesse les incohérences de la gestion des ressources humaines de la DGFIP et celles des réformes sans fin.

Ne commençons pas, dès aujourd'hui, à spéculer sur les postes ou services où le couperet va tomber. Les années précédentes nous ont appris qu'aucune logique n'existait dans la gestion des personnels et que la direction pouvait faire dire tout et son contraire à l'ORE. De toute façon aujourd'hui tous les services connaissent des difficultés à cause de la politique de casse de la fonction publique du gouvernement liée à la RGPP.

Infos diverses

- ❑ **Cession des micros** à titre gratuit : Le tirage au sort a été effectué le 25 novembre.
- ❑ **Réunion conditions de travail** : le compte rendu sera effectué au cours du mois de décembre.
- ❑ **Les syndicats CGT des Impôts et du Trésor** donneront une conférence de presse le 27 novembre.

Eric WOERTH et les fonctionnaires...

Réduisons les fonctionnaires, cela fera des économies !

Éric WOERTH, ministre du budget s'est vanté à l'Assemblée Nationale (le 23/10) d'avoir supprimé 100 000 fonctionnaires en trois ans. Et ainsi avoir fait économiser 3 milliards d'euros au budget !

Henri EMANUELLI lui a rétorqué que ces trois milliards ont été redonnés en baisse de TVA aux restaurateurs qui eux ont créés 6 000 emplois !

En définitive, on n'a donc pas économisé un centime, mais on a perdu 94 000 emplois !

Lu dans Le Canard enchaîné du 28/10/09

Les trésoreries de Guéret-Piquetelle et d'Evau sont supprimées au 1^{er} janvier 2010. La décision est parue au journal officiel du 24 novembre.

Article 1

Les activités de la trésorerie de Guéret-Piquetelle sont regroupées sur la trésorerie de Guéret, renommée trésorerie de Lapine-Guéret-Piquetelle (Creuse).

Article 2

La trésorerie de Guéret-Piquetelle (Creuse) est supprimée.

Article 3

Les activités de la trésorerie d'Evau-les-Bains sont regroupées sur la trésorerie de Chambon-sur-Voueize, renommée trésorerie de Chambon-Evau (Creuse).

Article 4

La trésorerie d'Evau-les-Bains (Creuse) est supprimée.

Article 5

Le classement des postes comptables restructurés en application des articles précédents sera fixé par décision du directeur général des finances publiques.

Article 6

Le directeur général des finances publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française et prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2010.

Fait à Paris, le 16 novembre 2009.

Eric WOERTH encore lui... le gouvernement va demander des économies aux opérateurs de l'État. Le gouvernement va demander des économies et des efforts de productivité aux opérateurs de l'État, des structures variées du service public comme Météo France ou le Centre des monuments nationaux, a annoncé le ministre du Budget Éric Woerth dans *Le Monde* daté de jeudi. "L'effort de productivité demandé à l'État sera poursuivi et étendu à ses opérateurs", déclare-t-il dans un entretien publié par le quotidien.

Ils se verront appliquer les mêmes règles de gestion et **devront, comme lui, réduire leur train de vie**", ajoute le ministre, soulignant que ces établissements "représentent 330.000 emplois et 34 milliards d'euros de dépenses".

Leur financement est en majorité assuré par l'État, qui les contrôle directement. Le projet de loi de finances pour 2010 en recense 643, de taille et de statuts très variés. Parmi ces opérateurs figurent des établissements publics administratifs comme les Agences régionales de santé ou l'Institut géographique national, des établissements publics industriels et commerciaux, telle l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, des groupements d'intérêt public, comme l'Institut national du cancer, mais aussi des associations, comme celles chargées de la surveillance de la qualité de l'air. Le ministre du Budget estime aussi que la France doit "renforcer (ses) règles d'encadrement des dépenses, pour pouvoir amplifier leur réduction à partir de 2011". Le président Nicolas Sarkozy a annoncé la tenue, à une date non précisée, d'une conférence nationale sur le déficit. **Cette demande sera t-elle étendue au budget de l'Elysée et à ses.... sondages?**

Rappelons quelques meures pour augmenter les recettes du budget de l'Etat :

- **Suppression du bouclier fiscal : 14 milliards**
- **Lutte contre l'évasion fiscale : 50 milliards**
- **Lutte contre la fraude fiscale et sociale : 40 milliards**
- **Suppression des exonérations de cotisations sociales : 30 milliards (demande formulée aussi par le Président de la Cour des Comptes).**
- **Réduire les niches fiscales : 70 milliards**

Le total représente 204 milliards de recettes supplémentaires.

Le déficit du budget de l'Etat en 2009 sera environ de 130 milliards.

Cherchez l'erreur.